

LOUISE FRESCO

Professeur à l'Université d'Amsterdam

Mesdames et Messieurs, bonjour. Je tiens à remercier les organisateurs et nos hôtes marocains pour cet accueil formidable. Ce ne sera pas la langue de Molière mais presque.

Tout d'abord, je voudrais faire 5 observations au niveau du diagnostic et 5 commentaires sur la gouvernance comme cela, le problème sera cerné plus ou moins.

Concernant la perspective, il faut que l'on fasse une excursion à l'historique. Si aujourd'hui, on est capable de nourrir ce monde et si on le sera encore en 2050 quand on aura 9 milliards de personnes, c'est notamment grâce à la recherche, à la science et au fait que l'on a pu appliquer tout cela d'une façon plus ou moins efficace, quand je dis « on », ce n'est pas seulement les gouvernements, il s'agit notamment aussi du secteur privé.

Les dernières 50 années nous ont donné une perspective fantastique sur ce qui est possible et ce que nous sommes capables de faire. Un doublement de la population et une croissance de 25 % des calories disponibles par tête ; c'est acquis à un certain nombre de coûts dont je parle. Quand je parle notamment des problèmes d'aujourd'hui, c'est un problème qui, historiquement les 10 dernières années, on a vu un sous-investissement dans l'agriculture, un sous-investissement qui commence peut-être maintenant à se réparer un petit peu.

Je vous rappelle les récents accords de l'Aquila et les fonds de Pittsburgh, un fonds dont il faut encore définir les modalités d'application. Il n'y a pas si longtemps, les chefs d'Etats africains à Maputo avaient décidé de dédier 10 % de leur PIB à l'agriculture. Cela ne s'est pas fait et donc on reste avec un problème véritable de sous-investissement. C'est le premier problème que j'aimerais vous citer. Il y a de grandes perspectives, aussi bien pour l'agriculture que pour l'utilisation de l'eau et n'oublions pas que 70 % de l'eau utilisée dans ce monde, de l'eau de surface, est douce, et de l'eau utilisée en agriculture. Les problèmes agriculture et eau sont liés.

Puis, il faut être très conscient d'où on trouve aujourd'hui des problèmes de faim et de pauvreté. Ce n'est pas nécessairement partout. Les grandes poches historiques de la faim et de la pauvreté se trouvent dans des situations caractérisées par des conflits souvent violents entre Etats, là où il y a des Etats faibles ou non existants et là, de temps en temps, mais de façon beaucoup plus temporelle, où il y a des problèmes de désastres naturels. Je parle dans le dernier cas de la Birmanie, Etat faible et désastres naturels, et pour les 2 autres cas, Etats faibles et conflits, du Darfour et du Congo.

Nous savons que la Chine a été capable en près de 10 ans de lever 400 millions de ses habitants en dehors de la pauvreté et en dehors de la faim. Dans ce sens, il y a vraiment des potentialités énormes. Je dis avec la science actuelle.

Il faut dire en termes de sécurité, comme c'était ce matin le thème de nos débats, que ces zones où il y a la pauvreté et la faim ne sont pas nécessairement les zones qui engendrent le terrorisme. Là où je vois un lien entre pauvreté, faim et possibilité de conflits violents, c'est beaucoup plus une question d'hommes, notamment d'hommes jeunes et en milieu rural, sans perspectives, qui

émigrent vers les villes. Cette relation entre pauvreté, faim et terrorisme est complexe. Elle n'est pas non-existante mais complexe.

Je crois que le grand problème que nous avons aujourd'hui en agriculture, c'est le problème des zones rurales. Les jeunes ne veulent pas rester en milieu rural pour des raisons évidentes parce qu'il n'y a rien à faire, parce que le travail agricole est dur et on aura dans un futur bien proche des problèmes énormes de main-d'œuvre. Une population toujours plus petite, agricole, qui doit nourrir une population toujours plus grande urbaine. Cela se fera seulement si on arrive à trouver des moyens de mobiliser les capacités d'entrepreneur dans les populations rurales. Autrement dit, être agriculteur, cela doit vous donner de la fierté, sinon les jeunes ne voudront pas rester. Donner de la fierté, on ne le fait pas en travaillant avec les mains dans la boue, il faut une mécanisation rapide, adéquate et adaptée. Il faut des intrants, des engrais, des semences et un système de financement permettant des épargnes et des crédits aux agricultures. Des choses tout à fait évidentes mais qui ne sont toujours pas là, malgré 30 ans de recherche et 30 ans d'aide au développement.

Je crois qu'un autre constat au niveau de la technologie, c'est le constat de la technologie mondialisée. Aujourd'hui, le grand innovateur de l'agriculture se trouve en Chine. C'est la Chine qui a développé le riz hybride. Ce sont les pays, en dehors de l'OCDE, où la croissance des OGM est nettement plus élevée. L'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Inde et de nouveau la Chine sont les pays qui sont très ouverts à l'utilisation des technologies modernes, c'est-à-dire que l'Europe et la réticence de l'Europe vis-à-vis des OGM peut devenir une véritable entrave à ce qui est perçu de la part des pays en voie de développement comme à ne pas entreprendre.

Il ne faut pas nier les problèmes des maladies transfrontalières. On a parlé de la grippe mais je pense notamment aux (*terme inaudible*) et aux maladies des animaux qui peuvent se transmettre à l'homme. Tout cela demande une gouvernance.

Dernièrement, l'aide au développement occidental a été une aide axée surtout sur le « *small is beautiful* », sur le fait qu'il faut faire des petites choses. Cela n'a pas été une aide au niveau des entreprises, des petites et des moyennes entreprises et de modernisation de l'agriculture. On a là un travail de réparation à faire et on le fera peut-être avec ce Fonds de l'Aquila.

Conclusion sur le diagnostic : nous sommes capables de nourrir le monde, même avec les connaissances actuelles, même sans application des OGM, si on est capable de faire articuler la demande, d'organiser les marchés, d'organiser la main-d'œuvre, d'organiser les intrants. Mais il se pose des questions de gouvernance sérieuses. Tout d'abord, permettez-moi de vous dire que je ne crois pas du tout à la négociation de nouveaux accords pour l'agriculture, même pas pour le droit à l'alimentation ou le droit à l'eau. Ayant une expérience très longue des négociations internationales, ce n'est pas le moment de perdre du temps dans le cadre Onusien de faire cela. Cela ne veut pas dire que ce thème en lui-même n'est pas important, mais ne commençons pas à refaire un Kyoto pour l'agriculture.

En revanche, ce qu'il faut faire et rapidement, c'est revoir les modalités de l'OMC. L'OMC, comme vous le savez, est toujours en train de travailler sur Doha. Cela doit absolument se résoudre rapidement, parce que cela reste une entrave aussi dans la perspective de la collaboration entre les pays en voie de développement et l'OCDE, et notamment l'Europe.

Il y a aussi des barrières régionales entre pays, notamment en Afrique de l'Ouest. Je suis consciente des barrières douanières qu'il faut résoudre afin d'avoir des possibilités d'acheminement des produits. Ainsi, nous avons appris quelque chose ces dernières 10 ou 20 années, c'est que le marché fonctionne mais il doit être contrôlé et il faut absolument le contrôler aussi du point de vue des dégâts potentiels, sociaux et environnementaux.

Je crois qu'il y a là une ouverture pour l'OMC à revoir. En ce moment, l'OMC ne permet pas des considérations de type environnementales à entrer dans ces règlements de disputes. Comme l'agriculture fait des dégâts et surtout l'agriculture mal gouvernée, on pourrait s'imaginer qu'il y aurait des procédures comme déjà certaines ONG envisagent d'accuser des pays de déboisement, par exemple, et donc une possibilité de ne pas accepter des produits qui viennent des zones déboisées de la forêt tropicale. Il y a là un travail à faire au niveau de l'OMC.

Je crois aussi qu'il faut repenser ce qu'on est en train de faire au niveau de l'ONU. L'ONU a encore plus ou moins la structure sectorielle qu'elle avait il y a 50 ans et pour chaque nouveau problème, on a créé une nouvelle petite structure. L'exemple le plus clair que je connaisse de cela, c'est que... Je ne sais pas si vous avez une idée de combien d'organisations onusiennes ont l'eau en termes de priorité dans leur programme stratégique. Etant donné que j'ai été présidente de l'UN Water pendant longtemps, je peux vous affirmer que 27 organisations onusiennes s'occupent de l'eau d'une façon ou d'une autre. Ce n'est pas possible.

En parallèle à tout ce que l'on veut faire au niveau du Conseil de sécurité, il faut repenser la structure technique des agences techniques de l'ONU, afin de répondre de façon beaucoup plus claire et de façon intégrée aux nouveaux défis qui sont des défis fondamentalement de gestion de ressources et pas des défis de gestion de secteurs.

Ensuite, il faut trouver des structures pour mieux mobiliser les secteurs privés. Ce n'est pas le gouvernement qui vous cuit le pain, c'est toute la chaîne alimentaire agricole où le secteur privé a un rôle important.

Finalement, un monde globalisé qui oublie ses racines alimentaires, ses racines rurales, c'est un monde qui court le risque très sérieux d'avoir des perturbations à cause des fluctuations de prix. Il faudrait peut-être que l'on réfléchisse aussi dans ce sens à des fonds de stabilisation. L'agriculture n'est pas le pétrole mais peut faire, si c'est mal géré, autant de dégâts que nos problèmes de pétrole.

(texte non validé)